

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1983)
Heft: 670

Rubrik: En bref

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 14.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Plus d'Etat, sans complexes!

On l'attendait au premier virage; il s'éclate dès la ligne de départ. Kurt Furgler s'est lancé avec élan dans la course de vitesse contre la crise. Celle-ci ne s'arrêtera pas pour autant, disons-le d'emblée.

Or donc, à peine passé dans l'aile Est du Palais fédéral, KF s'empare de dossiers qui traînaient là, entrouverts par un Fritz Honegger, révélsé par la perspective de tant d'interventionnisme. Coups de cravache et sans procédures, et hop, le temps de coller l'étiquette «mesure KF», le tout est rendu public ces derniers jours de janvier.

Le tout, c'est-à-dire le premier wagon d'un train de mesures qui devrait en comporter au moins deux. La presse a déjà suffisamment parlé des chiffres: 641 millions financés par la Confédération, dont un dixième hors crédits d'engagement, induisant un volume de «commandes entraînées» de l'ordre de 1700 millions.

Juste quelques remarques, au nom de l'observateur attentif n'ayant pas complètement perdu la mémoire, ni le sens des proportions.

Ni le programme de «mesures pour le renforcement de l'économie suisse», ni l'activisme du nouveau chef de l'Economie publique ne sortent la Confédération de ses contradictions présentes: elle veut — elle doit, sous la pression des «moins d'étatistes» et autres économiseurs — tendre à équilibrer son budget, alors que la logique keynésienne la plus élémentaire commande le financement de mesures anticycliques plus radicales que la simple avance de commandes.

Mais il y a pire: pour rétablir l'équilibre des finances fédérales, Willy Ritschard avait demandé à tous de faire un effort; cette symétrie n'a pas eu l'heur de plaire aux sacrifiés en uniformes qui réparent cet outrage en réinscrivant leurs dépenses au chapitre cette fois moins controversé de la sécurité de l'emploi. Les assurances sociales, elles, n'ont pas de programme de constructions ni

d'achats dans leurs tiroirs. Les grandes régies auraient pu en avoir, et en premier lieu les CFF dont la situation financière restreint depuis des années la capacité d'investir. Sclérose avancée ou défaut coupable d'opportunisme, la direction des Chemins de fer fédéraux n'a pas su présenter à temps le moindre projet. Conséquence: un petit cadeau de 2,5 millions (sur 1691,5!) pour la rénovation de wagons, cadeau imposé au dernier moment par le Conseil fédéral. Les entreprises de transport privées recevront, elles, 188 millions, dont 99 payés par la Confédération...

Les pays en voie de développement apporteront bien sûr leur contribution à la relance de l'économie suisse: les mesures commerciales qui sont en quelque sorte le versant intéressé de l'aide au tiers monde vont encore progresser de 100 millions (de 350 à 450) après avoir connu une dotation supplémentaire substantielle pour la période en cours. Dans le même temps, l'assistance technique bilatérale et l'aide humanitaire, rappelons-le, subissent une cure d'amaigrissement...

Et ne parlons pas des lacunes de ce premier paquet de mesures ficelé par KF: rien pour le financement

des économies d'énergie (mais le bâtiment est encouragé par un crédit promettant un volume de construction de l'ordre de 880 millions); rien pour la formation professionnelle, malgré ce qu'elle représente pour l'avenir; rien non plus sur les modalités de la collaboration que les banques devront apporter à la mise en œuvre du programme.

Bref, après les beaux discours pour le «moins d'Etat», les bourgeois présentent sans complexe la facture pour un supplément d'Etat. Pour attester de la sincérité de ce revirement et ne pas le laisser apparaître comme un simple mouvement d'intérêt, la droite devra bien poursuivre sur cette lancée, en acceptant cet été le deuxième paquet touchant aux structures et plus seulement à la conjoncture économique. Car si la crise actuelle est bel et bien de nature structurelle, elle ne sera pas surmontée par de simples mesures anticycliques. Le chevalier Furgler en paraît bien convaincu; mais qu'en est-il des cantons et des organisations économiques qui ont demandé un mois pour réfléchir encore sur la politique régionale et la garantie contre les risques à l'innovation?

EN BREF

La presse en crise. Certes. Avec ce qu'il faut d'exceptions pour confirmer la règle: entre le 5 mai et le 30 novembre dernier, le quotidien «suprarégional» de Ringier, le «Blick» (80 centimes le numéro en semaine) a vu son tirage monter encore, de 309 042 à 322 098 exemplaires (+ 4%); en 1977, «Blick» atteignait les 272 000 exemplaires; le cap des 300 000 a été dépassé il y a environ deux ans. Autre succès dans l'édition, de périodiques spécialisés cette fois: «01», numéro un de la presse française spécialisée en informatique, publie pas moins de quatorze titres: «01 Informatique» (hebdomadaire, 26 000 exemplaires diffusés, pages suisses), «01 mensuel» (env. 20 000 ex., également pages suisses), et toute une série de magazines: «L'ordinateur de poche», «L'Ordinateur individuel»,

«Minis et Micros», «Informatique et gestion», etc. etc. La plupart en vente dans les kiosques, et payés par les nombreuses annonces des fournisseurs d'idées et de «quincaillerie» informatiques.

DOMAINE PUBLIC

Un mois, déjà!

Voici déjà un mois que l'administration de DP attend des nouvelles des abonnés qui n'ont pas encore manifesté leurs intentions pour l'année en cours! Il n'est jamais trop tard pour bien faire; c'est vrai; mais tout de même: le plus tôt serait le mieux.

NB. A toutes fins utiles, toutes les indications nécessaires sur le «ménage» de DP se trouvent toujours en première page.